



# Fête des Nouvelles 2007

Les communistes tiennent bon sous la tempête ! Malgré les vents violents, la Fête des Nouvelles de Loire Atlantique, entre les présidentielles et les législatives, a été un moment utile de résistance, de débats, d'échanges, de rencontres amicales et fraternelles

p 4 et 5

## Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

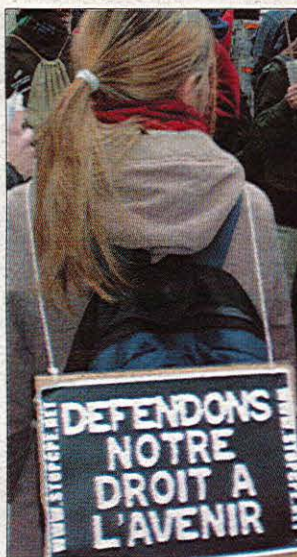
Numéro 831

7 juin 2007

prix: 0,70 €

**Le gouvernement annonce ses projets de casse sociale, la droite veut passer en force.**

**Avec les candidat(e)s présenté(e)s par le PCF, engageons dès les législatives, les batailles pour résister à la droite et au MEDEF !**



### ■ SÉCURITÉ SOCIALE

*Le gouvernement annonce que les usagers paieront chaque année à leur premier passage chez le médecin*

P 2

### ■ LÉGISLATIVES

*Le rôle des communistes dans la bataille qui s'engage et les rapports de force dans le département alors que la droite cherche les pleins pouvoirs*

P 3

### ■ SOCIAL : SARKOZY VEUT TAPER VITE ET FORT

*Privatisation de GDF, autonomie des universités, cadeaux fiscaux aux plus riches, refus d'augmenter le SMIC, voilà la politique sociale du gouvernement*

P 6

### ■ GUY MÔQUET

*Pourquoi le nouveau président tente d'instrumentaliser les derniers mots du communiste Guy Môquet ?*



P 7

[www.pcf-44.com](http://www.pcf-44.com)  
L'info de tous les jours



# L'actualité politique...

## EN BREF

### Sarkozymanie

L'équipe est en place, « la France est de retour » selon les premiers mots du nouveau Président de la République. Dans les faits, une équipe très restreinte autour d'un chef qui ne tolérera pas la contestation. Une équipe qui réunit toutes les forces réactionnaires que le monde politique de notre pays connaît et dont la mission est de développer une politique à la Reagan ou à la Thatcher.

### Vous avez dit rupture ?

Pas vraiment à la lecture de la composition du nouveau gouvernement. En gros on prend les mêmes et on recommence. Regardons de plus près : treize ministres de l'UMP dont la plupart l'ont déjà été lors de précédents gouvernements, un de l'UDF preuve supplémentaire de l'attachement au Parti centriste à la droite et Kouchner et Besson deux girouettes qui se disaient hier encore de gauche mais qui en fait, sont bien de droite...



### L'apport traditionaliste

Ce nouveau gouvernement est néanmoins marqué par l'arrivée de gens comme Christine Boutin qui porte en elle l'image du traditionalisme le plus réactionnaire, le plus retardé, le plus dangereux de notre pays. C'est l'entrée par la grande porte de ceux qui se sont opposés en leur temps aux lois sur l'avortement, ou au PACS avec des propos que l'inquisition aurait particulièrement appréciés.

### Coup double

En « ouvrant » son gouvernement, Nicolas Sarkozy pille les prétentions de François Bayrou le privant ainsi d'installer sur la scène politique française, son nouveau parti et l'idée qu'il n'y aurait plus de clivage gauche/droite. Il provoque également frontalement le Parti Socialiste en absorbant dans son équipe, quatre de ses membres et non des moindres ouvrant ainsi des nouvelles tensions internes au PS dont les retombées seront, c'est évident, importantes.

### Alliance d'hier...

La vie politique française à gauche serait-elle amenée à être bousculée demain ? C'est en tout cas probable à l'exemple du rapprochement annoncé entre les radicaux de gauche alliés historiques du PS et les amis de Jean-Louis Borloo, les démissions en chaînes chez les Verts pour rallier François Bayrou et les tensions au sein du Parti Socialiste marquées entre autres par les tentations annoncées par Ségolène Royal de « nouvelles alliances ... pour gagner... ».

### Besoin de débats.

C'est une obligation incontournable pour le Parti Communiste après le résultat insatisfaisant à l'élection présidentielle. Il a décidé de tenir, et c'est bien, un nouveau congrès dès l'automne prochain. Quelle stratégie politique, quelle place pour le PCF dans le paysage politique français, quel espoir peut-il porter pour notre peuple, quelle utilité pour les gens ? Autant de questions auxquelles, il devra impérativement répondre.

## Point de vue

Par Yannick CHENEAU



Nous sommes maintenant à quelques jours du premier tour des élections législatives. Que dire d'une campagne terne, qui semble sans enjeu, où les grandes questions sociales et sociétales sont ailleurs, comme si ce nouveau scrutin n'avait aucune importance sur l'avenir de notre pays. Pourtant, ces élections sont primordiales. Elles ne sont

comme certains s'aventurent à le dire, un troisième tour de la présidentielle. Soit, elles permettront de donner une majorité à l'Assemblée nationale pour mettre en oeuvre la politique de Nicolas Sarkozy et de ses amis avec les conséquences que nous savons, soit elles donnent une possibilité de contrer cette politique et redonner l'espoir pour ces millions de Français qui aspirent à une autre vie.

Le vote dimanche en faveur des candidats présentés ou soutenus par le Parti Communiste est donc impor-

tant. Il ne s'agit pas du même mode de scrutin que les présidentielles.

Les raisons « d'un vote utile » qui ont détourné tant d'électeurs du bulletin Marie-George Buffet lors de la précédente élection n'ont plus lieu d'être dimanche. Dans chacune des dix circonscriptions de Loire-Atlantique, comme d'ailleurs dans l'ensemble de l'hexagone, les suffrages en faveur des candidats présentés ou soutenus par le Parti Communiste compteront pour l'avenir. Ils ne peuvent d'autre part, absolument pas remettre en cause les seconds tours quasi certains dans un très grand nombre de circonscriptions. Au contraire, les votes pour ces candidats renforceront les chances de voir se construire une véritable force pour changer la vie dans notre pays.

Le 10 juin, votre vote doit être clair. Ce doit être un vote pour s'opposer à tous les mauvais coups que le gouvernement veut faire avaliser durant l'été et après, ce doit être un vote pour que la gauche ait les moyens de mener une politique de gauche, car la gauche, on y tient.

Le 10 juin, votre vote doit être clair. Ce doit être un vote pour s'opposer à tous les mauvais coups que le gouvernement veut faire avaliser durant l'été et après, ce doit être un vote pour que la gauche ait les moyens de mener une politique de gauche, car la gauche, on y tient.

Le 10 juin, le nombre de bulletins en faveur des candidats soutenus ou présentés par le PCF comptera pour l'avenir.

«Le vote en faveur des candidats présentés par le PCF comptera pour notre avenir»

## La pilule va être dure à avaler

Sous prétexte d'une nouvelle aggravation de notre Sécurité Sociale, la toute récente locataire du ministère de la santé, Roselyne Bachelot, annonce la couleur. Ce seront les assurés qui paieront la facture ; et quelle facture... C'est en effet du jamais vu dans l'attaque contre les droits des assurés à en croire les médecins qui n'hésitent pas à dire que les nouvelles franchises qui vont être demandées aux malades, mettent en cause la notion même du droit à l'égalité de soins.

C'est ainsi que les plans de la ministre (Nicolas Sarkozy en avait durant sa campagne électorale, avancé les principes) prévoient une série de franchises sur les médicaments, sur les hospitalisations, sur les analyses médicales dont les prises de sang et sur les consultations médicales. Ces nouvelles franchises, dont le montant n'est encore pas connu mais pourrait se situer autour de 10 € pour chacune et par foyer va, une nouvelle fois, pénaliser les plus démunis et les personnes et familles les plus défavorisées.



Malgré la polémique qu'inspire cette mesure (61% des Français estiment qu'il s'agit d'une plutôt mauvaise chose) elle devrait être inscrite dans le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale dès septembre prochain pour une application en janvier 2008. A en croire l'actuelle élue régionale UMP en charge des questions de santé, pour le gouvernement de François Fillon, cette mesure devrait permettre de responsabiliser davantage les assurés... Comment comprendre les nouveaux chiffres du défi-

cit de la Sécurité Sociale, estimés à plus de 2 milliards d'euros pour 2007 ? Proviennent-ils « d'abus des assurés » comme tentent de le dire les responsables du gouvernement ou plutôt des dépenses de « médecine de ville » c'est-à-dire des dépenses dues à la médecine libérale qui elle, progresse de plus de 5% pour les quatre premiers mois de l'année. D'un côté, la direction de la Sécu prévient qu'elle va mettre en place un plan d'économie de 900 millions d'euros, de l'autre la ministre prépare un plan drastique à la seule charge des assurés... Du pain sur la planche pour les prochaines semaines afin de ne pas avaler l'amère pilule.

## De vous à moi...

François Hollande décide très médiatiquement d'exclure son ami Bernard Kouchner du Parti Socialiste parce qu'il a accepté d'être le premier ministre des affaires étrangères de Nicolas Sarkozy... Facile... Il espère ainsi que les raisons politiques qui ont amené, le dit populaire « French doctor » à accepter de représenter la politique sarkosienne à travers le monde, passeraient inaperçues.

Et bien non, je suis de ceux qui ne veulent ni cacher, ni se taire, qui ne veulent pas estomper ni mentir. Si Kouchner a accepté ce poste ministériel c'est qu'il est d'abord d'accord avec les orientations politiques de l'UMP sur la quasi-totalité des questions dépendant de la politique étrangère de la France.

Sur le ralliement à la politique des Etats-Unis à travers le monde, sur des positionnements très atlantistes de la France, pas de problème entre Sarkozy et son ministre. Pas de problème non plus, sur les questions de l'Irak de la Tchétchénie où Bernard Kouchner n'a jamais caché ses positions de va-t-en-guerre. Sur la politique européenne, pas de problème non plus, rien ne sépare les deux hommes hier au moment du référendum sur la constitution ni aujourd'hui sur la proposition d'« un traité simplifié ». Sur le Moyen Orient, toujours le consensus entre le Président et son Ministre...

Mais au fait, sur ces questions n'y avait-il pas hier comme aujourd'hui une grande similitude entre les propositions de l'exclu et celles de celui qui vient d'exclure... Le mal sur ce sujet ne serait-il pas simplement que notre médiatique « French doctor » n'avait pas, dans les circonstances politiques du moment, l'autorisation de devenir pour la première fois de sa « carrière », le ministre des affaires étrangères de la France.

Y.C.



# ...en Loire Atlantique.

## VITE LU VITE DIT

### 1<sup>ère</sup> circonscription

Les Verts ont refusé l'accord électoral national que leur proposait le PS et s'en plaignent devant chaque micro qui se présente à eux. Et pourtant, le PS ne présente aucun candidat face à leurs députés sortants. Mieux, c'est le Vert, François de Rugy qui sera soutenu par le PS dans la première circonscription de Loire Atlantique alors même que le rapport de force local ne semble pas justifier une telle générosité. Deux poids, deux mesures pour le rassemblement à gauche puisque le PS oppose des candidats aux sortants communistes. Le PCF présente donc des candidats dans presque toutes les circonscriptions, comme ici où il sera représenté par Michel Rica

### 3<sup>e</sup> circonscription

Le PCF confirme son enracinement dans cette circonscription puisque, des quartiers populaires de l'ouest de Nantes jusqu'à Couëron, ce sont plusieurs centaines de salarié(e)s, de syndicalistes, de militants associatifs qui ont rejoint le comité de soutien de Gilles Bontemps et Martine Ritz

### 7<sup>e</sup> circonscription

C'est une campagne de proximité qu'a choisi de mener Marc Justy, à la rencontre de « ceux dont les retraites ne permettent plus de vivre », sur les marchés « où les gens n'ont plus un sou en poche dès la 3<sup>e</sup> semaine ». Pour le maire de Saint-Joachim, l'action politique c'est d'abord la solidarité en acte pour porter l'aspiration à vivre dignement.

### 8<sup>e</sup> circonscription

C'est en direction des entreprises que Christian Saulnier et Sabine Mahé ont décidé de porter leurs efforts avec pour mot d'ordre « Votez comme vous luttez ! ». Des Chantiers navals à Airbus les candidat(e)s présenté(e)s par le PCF sont à l'aise avec le monde du travail qu'ils connaissent et défendent. Ancien syndicaliste, jeune retraité, Christian Saulnier est encore très connu à Airbus comme le démontrent les interpellations amicales devant l'entreprise : « Salut Christian, t'es un coriace toi, t'es toujours là »

## Députés communistes : Une exigence démocratique

A la veille d'une élection qui s'annonce difficile pour le groupe communiste et républicain à l'Assemblée nationale, comment ne pas revenir sur la place singulière qu'occupent ces élus au Parlement ?

Bien sûr, on se souvient qu'ils ont contribué à toutes les grandes conquêtes sociales : congés payés, réduction du temps de travail, nationalisations, retraites, sécurité sociale... A chaque période de l'histoire, il ont été utiles aux mouvements pour résister au patronat, battre la droite et contribuer à prolonger les luttes sociales en avancées dans les institutions. Dès lors, il n'est pas étonnant que les deux premières lois supprimées dès le retour de la droite au pouvoir soient deux lois impulsées par les communistes sous la gauche plurielle : La loi de contrôle des fonds publics et la loi de modernisation sociale qui ouvraient de nouveaux droits pour les salariés pour s'opposer aux licenciements.

Les députés communistes constituent des points d'appui incomparables pour le

monde du travail, pour porter à l'Assemblée nationale les exigences sociales.

Depuis 2002, ils ont été les adversaires les plus déterminés de la droite: Ils ont mené la bataille parlementaire contre le CPE et la privatisation d'EDF-GDF; ils ont proposé d'autres finan-

**La présence de nombreux députés communistes constitue une garantie démocratique élémentaire**

cements, favorables aux salarié(e)s ceux là, pour les retraites et la sécurité sociale, ils ont proposé une loi pour empêcher les délocalisations... ils ont résisté à chaque mauvais coup porté par la droite sous les applaudissements du patronat.

Et au-delà de ces combats de gauche, ils ont permis l'expression au Parlement, réuni en congrès à Ver-

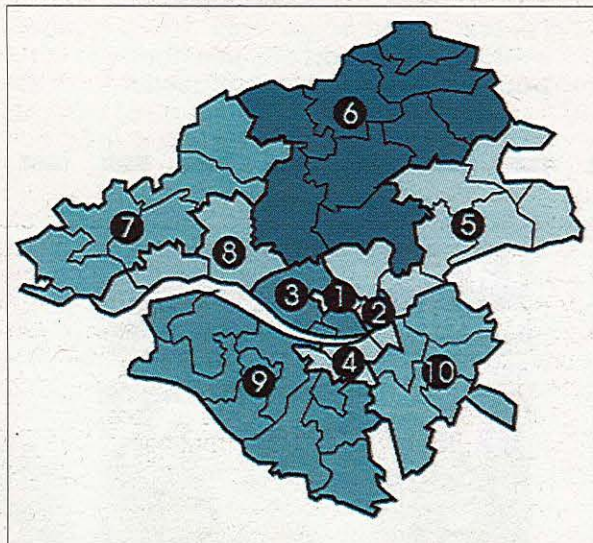


sailles, de l'opposition du peuple de France au Traité Constitutionnel Européen. Sans le groupe communiste, la représentation parlementaire aurait validé à 100% un traité rejeté par la suite par 54% des électeurs.

La présence de nombreux député(e)s communistes constitue donc une garantie démocratique élémentaire. D'autant plus que pour la

première fois de l'Histoire, les électeurs français pourraient élire une assemblée nationale bicolor, composée des deux seuls partis majoritaires. Pour l'avenir de la gauche comme pour les résistances à construire face au pouvoir de droite, il y a besoin d'élire des députés communistes en nombre, appuyés par un renforcement du vote communiste.

## Loire-Atlantique : Vague rose ou bleue



Malgré le score élevé de Nicolas Sarkozy sur le plan national, dans les grandes villes et certains départements, Ségolène Royal est arrivée en tête. C'est notamment le cas de la Loire Atlantique où la candidate socialiste devance le candidat de la droite de plus de 40 000 voix. Et pourtant, la droite, avec 6 circonscriptions sur 10 est majoritaire dans la représentation parlementaire du département.

Si l'on se réfère aux scores de la présidentielle, la gauche pourrait prendre le dessus dans deux circonscriptions: la 1<sup>ère</sup> et la 5<sup>e</sup>. Mais bien sûr, les deux élections sont différentes et les députés de droite Le Ridan et Diat semblent bien implantés.

L'ampleur de la dynamique législative peut cependant réserver quelques surprises.

Le mode de scrutin des législatives assure la présence de candidat de gauche au deuxième tour. Le premier tour peut donc servir à affirmer une ambition transformatrice à gauche pour barrer la route aux tentatives de recomposition au centre. Un vote fort pour les candidat(e)s présenté(e)s par le Parti communiste peut donc permettre de donner de la force aux exigences sociales dans le département et jusqu'à l'Assemblée nationale puisqu'il appuiera l'action des député(e)s communistes. Plus que jamais, il s'agit donc d'un vote utile à gauche.

Par ailleurs, le résultat de la 2<sup>e</sup> était déjà très serré en 2002 et François Pinte, le protégé de Fillon mène une campagne très agressive. La 3<sup>e</sup>, la 4<sup>e</sup> et la 8<sup>e</sup> sauf accident d'envergure, restent acquises au PS, de même que la 6<sup>e</sup>, la 7<sup>e</sup>, la 9<sup>e</sup> et la 10<sup>e</sup> semble difficile à faire perdre à la droite.

## La droite veut passer en force

Des efforts de communication bien huilés aux annonces quotidiennes des nouveaux ministres, le gouvernement envoie un signal clair : **C'est une droite nouvelle, décomplexée et ultralibérale qui est arrivée au pouvoir.**

Dans le même temps que le nouveau président se fait le chantre du dialogue social, en multipliant les rencontres avec les organisations d'employeurs et de salariés, son premier ministre annonce les objectifs et définit les calendriers. Ceux qui ne vont pas dans le même sens n'ont qu'à bien se tenir.

La sécurité sociale, l'éducation nationale et le droit du travail sont déjà dans le collimateur du nouveau gouvernement.

Et le président de la république est toujours en

campagne. Il s'agit désormais de gagner les législatives par KO quitte à opérer de basses manœuvres politiciennes avec les transfuges de l'UDF.

Pour mener à bien son programme de casse sociale, ce gouvernement de combat a besoin d'une victoire d'ampleur aux élections législatives.

Dès lors, le vote du 10 juin sera le premier signal envoyé au gouvernement.

**Le vote communiste permettra donc d'affirmer tout à la fois l'exigence d'une gauche de gauche déterminée à s'attaquer au pouvoir de l'argent, mais il exprimera aussi la nécessité d'organiser au plus vite les mobilisations populaires capables de mettre le gouvernement en difficulté.**





# ... La Fête : débats, convivialité...

## La Fête malgré la tempête

La pluie, le vent en rafales et finalement, dimanche à 17 heures, un avis de tempête sur le Parc paysager de Saint-Nazaire, avec obligation de démonter stands et chapiteaux... Malgré quelques éclaircies, rien n'aura été épargné à la Fête 2007. Tenant contre vents et marées, elle a, malgré tout, connu des moments forts de rencontres, de spectacles et de débats.

## L'éclaircie du samedi après midi

Le débat du samedi après midi ouvre la Fête alors que résonnent

les derniers coups de marteaux. Il faut toujours avoir l'audace de commencer devant une assistance clairsemée, ce qui inquiète toujours les invités. Yannick CHENEAU, lui, en

## et la tempête

habitué, a le sourire. Il sait d'expérience que les premiers éclats de voix au micro vont inmanquablement attirer un public passionné qui va, très vite, participer aux

échanges. D'autant que le sujet débattu cet après midi, est au cœur des préoccupations des habitants et des salariés de la région nazairienne et de la Brière.

## «La finance et l'industrie»



exactement inversée aujourd'hui (597 milliards d'euros en 2006) et le phénomène est mondialisé. ». L'économiste communiste et Christian SAULNIER, ancien administrateur d'Airbus, candidat présenté par le Parti dans la circonscription de Saint-Nazaire, racontent comment le privé (Lagardère et Daimler) s'est rué sur l'Aérospatiale, au moment de sa privatisation par la gauche plurielle en 2000, pour se partager les gros bénéfices rapportés par l'A320 et comment il veut « retirer ses billes » aujourd'hui alors qu'il faut investir pour l'A350 et l'A380. Entouré de micros et caméras, en campagne pour les législatives, le nouveau président de la République a annoncé « le retour de l'État dans le capital » mais en précisant aussitôt que EADS sortie du rouge, les Pouvoirs Publics

revendront leurs parts! « C'est tout le contraire qu'il faut faire » affirme Alain OBADIA qui plaide pour que l'Etat retrouve un pouvoir significatif dans toutes les entreprises industrielles qui ont un intérêt stratégique pour le pays. Alors que dans le public, des voix s'élèvent dénonçant « la politique du moindre mal » qui a permis, au bout de quelques mois, au norvégien Aker de réaliser « un coup en Bourse » avec la construction navale et une ville dont les industries modernes et performantes « devraient céder le pas » à l'économie résidentielle d'un « Saint-Nazaire-Sur-Mer où prédomineraient les activités touristiques », les intervenants parlent de l'avenir d'une région qui saurait « valoriser son port et son estuaire pour un développement durable

et créateur d'emplois », plaident pour de réels pouvoirs d'intervention des salariés au sein des conseils d'administration des entreprises, la construction d'un pôle public du crédit qui prêterait à des taux sélectifs aux entreprises qui investissent dans l'emploi et la production, un nouveau rôle pour la Banque Centrale Européenne au service du développement économique et de l'emploi. « Et, dans le même temps, il faut obliger les entreprises qui délocalisent à rembourser les fonds publics perçus et, comme l'a proposé le groupe communiste à l'Assemblée nationale, taxer les biens qu'elles ont fait fabriquer dans les pays à bas coûts pour les revendre sur le territoire national » propose Alain OBADIA.



Airbus, Aker Yards, Alcatel... notre département, les luttes des derniers mois l'ont montré, est au cœur de la contradiction d'un capitalisme financier et mondialisé « qui défait les emplois » et n'hésite pas à « revendre les entreprises à la découpe, lot après lot, à dilapider le patrimoine industriel après l'avoir restructuré pour en tirer davantage d'argent » démontre Alain OBADIA, membre de la direction nationale du PCF. « Il y a trente ans, 70% des profits étaient réinvestis dans la production, 30% étaient placés en Bourse, accaparés par la finance, la proportion est

## La Fête autour des candidat-e-s des 10 circonscriptions de Loire-Atlantique

Le soleil ayant refait son apparition en fin d'après midi, c'est devant le chapiteau du restaurant de la section de Nantes qu'on s'est rassemblé pour un rendez-vous convivial et festif avec les candidat-e-s aux législatives. Un combat difficile pour « contrer la vague bleue qui s'annonce », s'opposer à « la révolution conservatrice » annoncée par Sarkozy, donner la possibilité à celles et à ceux qui luttent « de se faire entendre dans les institutions », reconstruire une gauche et « une force communiste » qui « ne renoncent pas à changer la vie » diront tour à tour Gilles BONTEMPS et Marc JUSTY avant que la soirée se poursuive autour du barbecue et aux sons de la musique du groupe nantais KIM BALON.



## La Fête en quelques clichés



Bienvenue à l'espace jeunes



La Fête de la réflexion



Osons profiter du soleil



Un peu de détente



# ... Un dimanche pas comme les autres

**Un dimanche de résistance à la tempête annoncée**  
C'est sous une pluie drue et



sous la menace d'une alerte orange prévue par la météo nationale sur le Parc paysager que débutent les festivités, dimanche en fin de matinée. Christian SAULNIER, Maire Adjoint à Saint-Nazaire est en liaison avec le Sous Préfet, la Fête peut continuer. Dans des allées que seuls les premiers téméraires commencent à emprunter, la caméra de FR3 s'attarde avant d'interviewer Michel RICA, Daniel CIRERA et surtout Emmanuelle STIEZ la jeune candidate de la circonscription du vignoble qui « pour combattre la précarité et la galère » a récemment adhéré au Parti Communiste Français.

**Des élus communistes pour une entrée en résistance immédiate**

Le vent a eu, pour un temps, raison des nuages et c'est sous les rayons du soleil revenu que Marc JUSTY en tant que Président des élus communistes et républicains ouvre la journée au stand de l'Association départementale. Constatant qu'après les élections présidentielles, rien ne serait pire que de former « un camp retranché » où « chaque élu local mènerait sa propre barque », l'élu a insisté : « Plus que jamais, l'objectif pour le 10 juin est de rassembler tous ceux et toutes celles qui ne se résignent pas aux reculs opérés depuis plus de vingt ans dans les droits économiques et sociaux. ». Devant la gravité de la situation, les élus communistes et républicains ont un « rôle éminent et décisif à jouer dans ce rassemblement ». Combatif, le Maire de Saint-Joachim a catégoriquement refusé de rester l'arme aux pieds « en attendant des jours meilleurs », convaincu que ces jours « ne viendront pas si nous ne les faisons pas surgir ». Face à la droite dure et revancharde, il a plaidé pour « une entrée en résistance immédiate » et le combat pour gagner un groupe communiste à l'Assemblée.

**La pause déjeuner**

Poisson et garniture de légumes au menu gastronomique du stand de la section de Nantes, galettes et crêpes à Saint-Nazaire, araignées pour les Chantiers, écrevisses en Brière, sandwiches dans la Basse Loire, au Mouvement de la Paix ou à France Cuba... on a le choix pendant l'heure de midi pour se refaire une santé avant d'attaquer de nouvelles aventures tout au long d'un après midi que l'on sait plus que jamais, soumis aux caprices de la météo....

## Daniel Cirera : le 10 juin, donner à la gauche une chance à l'espérance

Tandis que la pluie se remet à tomber, des rafales de vent dépassant les 110 kilomètres/heure sont annoncées pour 17h30. Par mesure de sécurité, les militants commencent à démonter les stands tandis que le chapiteau de la section de Nantes, accueille plusieurs centaines de personnes debout. Avant que Daniel CIRERA ne prenne la parole, la Compagnie Jolie Môme chauffe le chapiteau qui n'en finit plus de se remplir. Les chants de la Commune et du mouvement ouvrier, résonnent encore dans l'air, le drapeau rouge continue à s'agiter quand le responsable national appelle à la mobilisation



« face à une droite déterminée à aller vite, très vite, à frapper fort, très fort... à provoquer un électrochoc !... La fiscalité, le droit du travail, l'école, l'hôpital, l'université, les médias, la police, rien n'échappe à la frénésie de rupture et de prise en main de l'appareil d'Etat du nouveau président. Le programme des réformes est annoncé comme si l'élection de l'Assemblée nationale n'était qu'une simple formalité.

**Nicolas Sakozy président du MEDEF et de la « révolution conservatrice »**

Nicolas SARKOZY peut tenter toutes les diversions et les brouillages qu'il veut, il reste le candidat du MEDEF, de BOLLORE -ils se doivent bien cela-, de BOUYGUES, de LAGARDÈRE et du CAC 40.

Travailler plus pour gagner plus ! Ah, comme cela fleure son bon sens populaire ! Mais ce ne sont pas les salariés qui décident du travail qu'on leur donne, ce sont les patrons ! La défiscalisation des heures supplémentaires, porte en elle la mise en cause de la réduction du temps de travail, l'accroissement des heures imposées au détriment des embauches et une pression accrue sur les salaires. Derrière le contrat de travail unique se profile un CNE généralisé, l'institutionnalisation de la flexibilité et de la précarité... Les nouvelles exonérations de cotisations sociales devraient coûter plus de 2 milliards d'euros. Il faudra bien que quelqu'un paie. Avec la TVA dite « sociale » qui pèserait sur les familles, avec les franchises de 10 euros sur les soins médicaux, avec la mise en cause des régimes spé-



ciaux de retraite. Avec la décision d'imposer un service minimum dans les transports, c'est le droit de grève qui est en cause, la possibilité effective pour les salariés de décider des formes d'action qu'ils jugent les plus efficaces. Quant au service public, on peut d'ores et déjà imaginer ce qu'il adviendra à l'école, aux hôpitaux avec la décision de ne remplacer qu'un départ à la retraite sur deux. Oui, la menace est grave

**Vous pouvez compter sur les députés communistes**

Face à cette « révolution conservatrice », les femmes et les hommes de gauche n'ont d'autre urgence que de dresser un barrage solide, efficace. Solide et efficace, cela signifie indissociablement, tout faire pour barrer la route aux candidats de droite et engager le redressement de l'influence communiste. Dans ce contexte, l'existence d'un groupe communiste à l'Assemblée nationale est un enjeu qui dépasse très largement les intérêts partisans. Demain, qui s'opposera à la TVA sociale, aux franchises des soins médicaux si ce n'est le groupe des députés qui déjà à la fin des années 80, s'était opposé à la CSG jusqu'à voter la censure ? Qui s'opposera avec une détermination dont personne ne peut douter... à la privatisation de Gaz de France, à la casse des services publics recommandée par Bruxelles ? Sur qui compter, demain pour combattre avec le plus de détermination le Plan Power 8 chez Airbus et faire avancer des propositions alternatives ?...

**Les grandes manœuvres de recomposition politique sont engagées**

Derrière le déchaînement sur la mort du communisme, ce sont les grandes conquêtes, les valeurs et les idées portées à gauche en France depuis plus d'un siècle qui sont visées. C'est l'idée d'une société nouvelle possible, l'idée d'égalité -non pas des chances mais des droits- qui est attaquée. C'est au moment où le capitalisme déchaîne toutes les logiques inégalitaires, de précarisation, qu'il faudrait renoncer ? C'est au moment

où s'exprime dans toute l'Europe le besoin de changements profonds, de ruptures avec les politiques libérales qu'il faudrait renoncer ? C'est au moment où Tony Blair ne recueille le soutien que d'un tiers des Britanniques dans la lutte contre le chômage qu'on veut en faire la référence ? C'est au moment où en Allemagne, le SPD s'interroge sur les conséquences de la grande coalition qu'il faudrait, en France, renoncer à une politique réellement ancrée à gauche ? C'est au moment où le Parti social démocrate de Suède vient de perdre les élections face à une droite qui appelait à « mettre la Suède au travail » qu'il faudrait y trouver un modèle ?

**Le 10 juin, donnez, à gauche, une chance à l'espérance**

Il y a sans doute beaucoup à apprendre dans ce qui se cherche à gauche en Europe, en Amérique latine. Mais personne ne trouvera à notre place ce qui, dans notre peuple, permet d'innover pour ouvrir une perspective nouvelle à gauche... Il y a besoin, à gauche, d'une force politique novatrice et unitaire, ancrée dans les réalités de la France, de l'Europe et du monde d'aujourd'hui. Un Parti qui inscrit ses batailles dans un projet de transformation démocratique de la société, dans la conviction que le capitalisme n'est pas l'horizon indépassable de l'humanité.

Le vote pour les candidats de rassemblement présentés ou soutenus par le Parti Communiste Français c'est, aujourd'hui, le vote pour que la refondation indispensable de la gauche se fasse à gauche... En votant et en faisant voter pour eux, le 10 juin... vous donnerez à gauche, une chance à l'espérance.

Sous les applaudissements d'un public mouillé mais conquis, la Compagnie Jolie Môme termine son spectacle aux sons d'une étonnante Internationale chantée sur l'air de... La Marseillaise ! On serait bien resté pour chanter en coeur encore quelques airs de ce peuple de Paris en lutte contre les Versaillais mais dehors les éléments se déchaînent et le vent n'attend pas !



# le social au cœur.

## PRENONS NOTE...

### Directive postale

La Commission européenne vient de décider d'avancer l'examen de la privatisation de La Poste au Conseil des ministres européens des postes les 7 et 8 juin 2007.

### Pétition en ligne

Mise à notre disposition par la Fédération des Collectifs de défense des Services Publics, cliquer sur le lien :

[www.v-s-p.org/article775.html](http://www.v-s-p.org/article775.html).

Des attaques incessantes contre le service public de la Poste est mis en œuvre : fermeture de bureaux et transfert aux collectivités, non remplacement des facteurs, soumission à la volonté de mise en concurrence par le service privé, précarité et contrats CDD accrus parmi le personnel... Sa défense dépend de nous.

### Urgent d'enrayer

Le processus de recodification du Code du travail qui régit la vie quotidienne de 20 millions de salariés est en marche. L'ordonnance portant recodification de la partie législative a été promulguée le 12 mars, même si son application est différée jusqu'à réalisation de la partie réglementaire.

### Dispositif « FILLON »

Le bilan des cotisations sociales exonérées en faveur du patronat pour l'année 2006 est très préoccupant. Ce qui est appelé « des aides à l'emploi » en faveur des employeurs, atteint la somme de 23,9 milliards d'euros, soit près de 10% des cotisations perçues par les URSSAF. 21,6 milliards sont compensés par le budget de l'État.

### Dans le rouge

La réforme Douste-Blazy de 2004 a échoué. Le déficit de la Sécurité Sociale s'aggrave. Ce sont donc de nouvelles mesures contre les assurés et les personnels de santé, qui sont envisagées. Signez la pétition contre les « franchises » médicales. [www.appelcontrelafranchise.org](http://www.appelcontrelafranchise.org)

### 96 000 emplois en moins

C'est deux fois plus que prévu et c'est le nombre de fonctionnaires en moins pour 2006. En 2007, la suppression de 15000 emplois est déjà programmée, à laquelle va s'ajouter la mise en œuvre rapide de la promesse de Sarkozy de ne remplacer qu'un départ sur deux en retraite.

### Carte scolaire

Avec sa suppression dès la rentrée 2008, c'est la mise en concurrence des écoles, la mixité sociale mise à mal. Le ministre Darcos souhaite accompagner cette suppression du principe de sectorisation de l'autonomie de chaque établissement (choix des enseignants, des options, de l'organisation des classes...), du « libre marché scolaire ».

### Logement

La seule proposition qu'avance Sarkozy en ce domaine est de répondre à la « France des propriétaires » en offrant à ces derniers, la déduction fiscale des intérêts des emprunts immobiliers.

## Taper vite et fort : le plan de Sarkozy

La composition de ce gouvernement caractérise le début d'une nouvelle ère politique. Derrière un marketing habile, se dessine une équipe resserrée et déterminée à appliquer coûte que coûte, une politique extrêmement régressive, avec comme feuille de route, le programme ultra-libéral du candidat de l'UMP. La seule rupture est celle de la méthode, le fond politique est quant à lui, renforcé.

La philosophie de ce programme (interview au Monde du 23/01/2007) consistait à affirmer : « Pour que le travailleur en ait pour son argent, il faut qu'il s'incline devant le pouvoir de l'argent ! » Et s'il parlait de diminuer les impôts, il disait aussi que sa priorité c'est la diminution de la dette publique, ce qui signifie, en réalité, une « thérapie de choc » au profit des capitaux financiers, par la contraction drastique des dépenses publiques et sociales. Il s'agit, ce faisant, de se conformer aux exigences de la BCE et du pacte de stabilité européen. Tout cela sur un fond de démagogie et de populisme exacerbés.

Ainsi, les priorités économiques et fiscales dévoilées laissent entrevoir une politique qui ne profitera qu'aux plus riches :

- Pas d'augmentation du SMIC et des

salaires, mais rallongement de la durée de travail pour ceux qui veulent « gagner plus » et allègement accru du coût du travail pour les employeurs.

- Ne remplacer le départ à la retraite que d'un fonctionnaire sur deux.
- Exonérer 95% des Français de droits de succession.
- Supprimer l'impôt sur les fortunes (ISF) sans le dire avec son bouclier fiscal à 50%.
- Déduction de l'impôt sur le revenu de 100% des intérêts d'emprunt pour l'achat d'un logement.

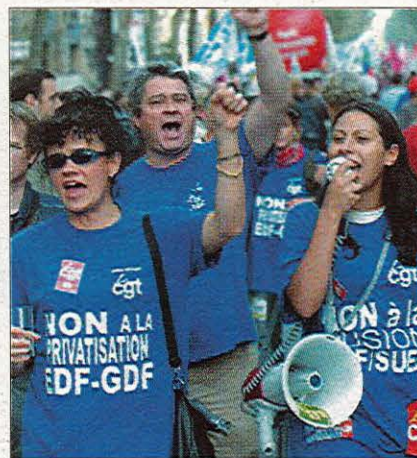
A peine installé, ce gouvernement est à l'œuvre. Travail, éducation, fiscalité, banlieues... : Sarkozy veut « faire avancer tout ensemble », et au pas de charge. Parmi les premiers actes, l'on retrouve la carte scolaire, la mise en place du service minimum avant la rentrée, l'autonomie des universités, l'application des franchises médicales, les retraites, l'exonération des cotisations sociales patronales ou encore le chantier fiscal...

Ne donnons pas carte blanche à ce gouvernement en lui laissant le pouvoir sans limite de mettre en œuvre une politique aux dégâts prévisibles, dévoilons la réalité du programme de l'UMP et opposons à cette politique de réelles mesures de justice sociale.



## Au programme de la nouvelle Assemblée....

### Privatisation de GDF



L'élection du candidat Sarkozy à la Présidence de la République, ne rassure, ni les usagers, ni les acteurs du Service Public du Gaz et de l'Électricité. En effet, faut-il se rappeler qu'il est à l'origine du passage en SA d'EDF et GDF et l'ouverture de leur capital. Depuis 5 ans, c'est - 10 000 emplois à EDF/GDF et - 4 000 annoncés dans les 2 ans à venir, tout cela dégrade le Service Public de proximité. On reparle depuis son élection de la fusion SUEZ-GDF, qui était soit disant, enterrée. De plus, si l'ouverture totale des marchés aux particuliers, a lieu au 1<sup>er</sup> juillet, ce sera une catastrophe pour les usagers à très court terme (+40% d'augmentation !)

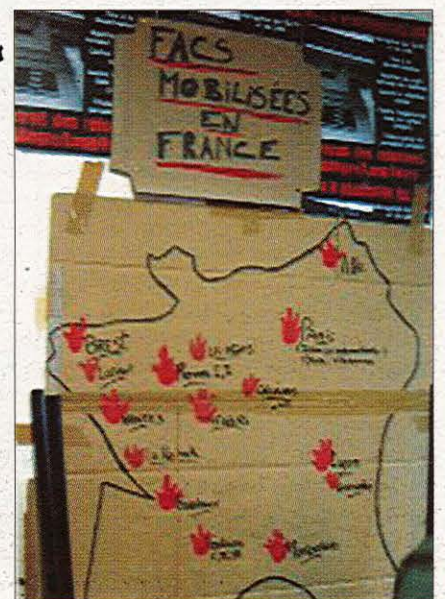
Enfin sur la politique énergétique, et les besoins à satisfaire vis-à-vis de l'accroissement de la consommation, tout en tenant compte de l'environnement, il est urgent par exemple d'augmenter la capacité de production de Corde-

### Autonomie des universités

Le gouvernement fera passer en juillet, la loi d'autonomie des universités. C'est-à-dire qu'il entend réformer profondément le système universitaire sans la moindre concertation avec les acteurs universitaires, alors en vacances. Et pour cause, cette loi permet le recours à des financements privés, avec l'entrée de ces financeurs au sein des Conseils d'administration. Du fait du désengagement de l'État, ceci revient à privatiser l'université. Une privatisation qui implique une disparité accrue entre les

universités, la remise en cause de l'équivalence des diplômes, la subordination des cursus et enseignements proposés aux besoins du marché du travail, avec, à terme, la disparition de la recherche publique.

Delphine LANGLET



Eric COUVEZ



# Evènements, culture, idées.

## Des usages étatiques de la lettre de Guy Môquet par Laurence De Cock-Pierrepon (CVUH\*)

Le dernier effet d'annonce de Nicolas Sarkozy, l'injonction de lecture de la lettre de Guy Môquet dans tous les lycées de France, à chaque rentrée scolaire, n'a rien d'étonnant et peut être interprété à travers une double grille de lecture : le pli désormais pris d'instrumentaliser l'histoire, dans une stratégie d'abord électoraliste, et aujourd'hui présidentielle. L'appel à une vision de l'école sanctuarisée et dont on renforcerait la mission civique, à charge pour elle de revitaliser le sentiment national (...)

L'école devient logiquement la caisse de résonance de ce nouveau projet. La philosophie scolaire de l'enseignement de l'histoire est née dans la matrice de la III<sup>ème</sup> République. Dans la France de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, encore largement morcelée en « terroirs », l'école fut investie comme l'un des lieux stratégiques d'intégration nationale. Avec le modèle de l'État-nation français s'élaborèrent des références communes et homogénéisatrices. En outre, il fallait consolider la République en gestation et l'inscrire dans une logique de continuité historique et d'avancée linéaire vers le progrès, au miroir d'un universel républicain à promouvoir. L'histoire scolaire s'est posée

comme un outil de fabrication et de légitimation de ce sentiment national. Elle s'est structurée autour de la double logique de l'unité et de la continuité, se devant de susciter l'adhésion, sans le doute. Nicolas Sarkozy ne cache pas aujourd'hui son admiration pour l'histoire de Jules Ferry : « Nous ne referons pas l'école de la III<sup>ème</sup> République à l'heure d'internet, de la télévision ou du portable. Mais nous pouvons, nous devons en retrouver l'esprit. » (Discours du 23 février 2007 à Perpignan). De ce point de vue, l'« affaire » de la lettre de Guy Môquet fait très nettement sens. Le geste symbolique qui consiste à inaugurer chaque année scolaire par la lecture d'une même lettre de résistant, témoigne d'une forme de parrainage du récit historique scolaire dont il ne faut pas sous-estimer la portée idéologique. Lue hors programme, et quel que soit le niveau de classe, cette lettre sera déconnectée de son contexte d'élaboration, et servira de véhicule à des valeurs données comme universelles, à des valeurs absolutes.



sées. Elle perdra son caractère de source pour se voir des historicisées. C'est ainsi aller à l'encontre de toute méthodologie historique et prendre le risque de patrimonialiser un contenu au service de la transmission d'une idéologie d'État. Dissocié de l'histoire de la deuxième Guerre et de la Résistance, le message adressé aux adolescents lycéens pourrait se réduire à une accumulation de qualités morales aux échos douteux : « Qu'il étudie bien [Guy Môquet parle de son petit frère] pour être un homme » ; « Petit papa, j'ai fait de mon mieux pour suivre la voie que tu m'as tracée » ; « Ce que je souhaite de tout mon cœur, c'est que ma mort serve à quelque chose (...) Vive la France »... Le travail, la famille, la patrie... triste résurgence d'une sombre trilogie. La lettre de Guy Môquet n'a pas besoin de cette bénédiction gouvernementale et de sa conception moins civique que conservatrice de l'école et de l'écriture scolaire de l'histoire. Elle est déjà très largement utilisée par les enseignants d'histoire-géographie dans le cadre de l'étude

de la Résistance en France. Chacun s'efforce de la contextualiser et d'en dégager les enjeux propres à ce moment historique particulier. Mais il est vrai que cette première mesure gouvernementale doit aussi se lire à l'aune de cet amour que Nicolas Sarkozy déclare sans relâche à la France ; cet amour qui lui arrache des larmes à chaque nouvelle lecture de la lettre de Môquet ; cet amour qui renvoie à une vision empathique de l'histoire tout en convoquant le principe totalement a-historique de l'identification. Activer le pathos est un procédé pédagogique (et démagogique) très efficace, qui gomme toute complexité ou principe de mise à distance critique. Or, c'est bien une posture de pédagogie nationale que la lecture obligatoire de la lettre de Guy Môquet permet à Nicolas Sarkozy d'endosser ; une position plutôt confortable pour polir la jeunesse lycéenne et la mobiliser autour de la vision sacrificielle de la nation et de l'identité nationale que réifie cet usage de l'histoire.

Laurence De Cock-Pierrepon

\*Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire.

Source : site du CVUH

## LIRE

Le défi des gauches sud-américaines

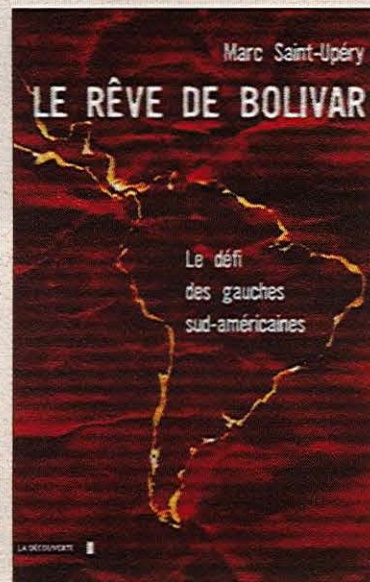
### Le rêve de Bolivar Par Marc Saint-Upéry

À partir de la fin des années 1970, l'Amérique du Sud a été le laboratoire de la « révolution néolibérale » inaugurée dans le sang par les dictatures chilienne et argentine. Or, depuis quelque temps, elle exprime son rejet du consensus de Washington et du capitalisme sauvage. Le Venezuela avec Chávez, le Brésil avec Lula, l'Argentine avec Nestor Kirchner, l'Uruguay avec Tabaré Vázquez, la Bolivie avec Evo Morales, et même le Chili de Michelle Bachelet, incarnent chacun à leur façon, un aspect de ce tournant à gauche.

Dans ce livre dense et informé, Marc Saint-Upéry décrit cette vague de fond et analyse les différences de style et de stratégie qui s'y expriment. Il montre qu'il n'existe sans doute pas aujourd'hui une seule gauche en Amérique du Sud, mais que les clivages pertinents traversent le plus souvent les lignes de démarcation imaginaires entre « radicaux » et « modérés », « populistes » et « réalistes ». Les transformations économiques et sociales mises en œuvre par ces gouvernements ne sont pas toujours à la hauteur de la rhétorique des uns ou des espoirs des autres. Mais, dans un continent champion des inégalités, l'émergence politique massive d'acteurs issus des secteurs dominés de la société – indigènes, afro-américains, grandes masses plébéiennes méprisées et exclues par les élites blanches locales – constitue un changement profond et une véritable révolution culturelle et symbolique.

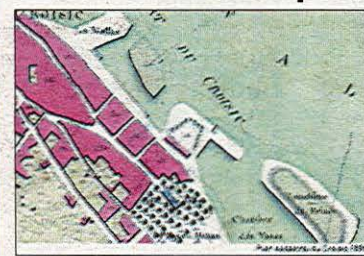
Coïncidant avec le déclin de la capacité des États-Unis d'exercer un contrôle sans faille dans leur « arrière-cour », la résurgence parallèle des gauches sud-américaines ouvre aussi la voie à la formation d'un puissant bloc géopolitique régional. Malgré les difficultés réelles auxquelles se heurte le processus d'intégration, cette dynamique sans précédent ressuscite le rêve d'unité continentale de Simon Bolivar.

Marc Saint-Upéry, *Le rêve de Bolivar. Le défi des gauches sud-américaines*, Ed. La Découverte, 2007, 331 p., 22 €.



## VOIR...

### Documents numérisés des archives départementales



Le site des Archives départementales de la Loire-Atlantique permet désormais la consultation en ligne de divers fonds d'archives actuellement en

cours de numérisation, concernant aussi bien la généalogie (Registres paroissiaux, recensements), que l'iconographie (plans cadastraux, cartes postales et photographies) ou certains actes et délibérations. Avec des fonctions performantes de sélection et de zoom sur chacun des documents. Mais pour leur téléchargement, le haut débit est indispensable. Une nouvelle forme de mise à disposition du public, des trésors des archives départementales.

Adresse du site : <http://www.culture.cg44.fr/Archives/>

## MÉDIAS

### La morgue et le mépris : les médias face aux mobilisations sociales

Depuis plus de dix ans, les mobilisations sociales qui contestent les réformes imposées par les gouvernements libéraux n'ont pas l'heur de plaire à l'unanimité des présentateurs, éditorialistes et chroniqueurs qui trônent au sommet du journalisme. En 1995, ils ont soutenu la « réforme » de la Sécurité sociale. En 2001, ils ont salué la « réforme » du statut de la SNCF. En 2002, ils ont apprécié la « réforme » du statut des

intermittents. En 2003, ils se sont félicités de la « réforme » des retraites. En 2005, ils ont beaucoup aimé le « Contrat Nouvelle embauche ». Et si, en 2006, ils ont regretté le CPE, c'est uniquement parce qu'il avait été mal négocié. Ce livre analyse les discours et les pratiques qui témoignent de leur morgue libérale et de leur mépris social. Car à lire et à entendre

tous ces « gardiens du consensus », les acteurs de ces mobilisations, quand ils ne souffrent pas de troubles mentaux, n'obéiraient qu'à des mobiles irrationnels et égoïstes. Grèves et manifestations ne seraient que le fait de fauteurs de trouble à l'ordre

public, et de « preneurs d'otages ». Leur manière de rendre compte des mobilisa-

tions sociales est prisonnière de schémas et de pratiques (portraits, micros-trottoirs, etc.) qui réduisent l'expression des grévistes et manifestants à celle de leur malaise : simples témoins individuels des mobilisations collectives

Prenant notamment appui sur le cas de J-P Pernaut de TF1, il montre pourquoi et comment de tels discours et de telles pratiques s'imposent. Et s'interroge aussi sur comment leur faire face et tenter de les transformer ?

H.Maler et M.Reymond : *Médias et mobilisations sociales, la morgue et le mépris*. Ed. Syllepse/Acrimed, mars 2007, 160 p., 7 €.





## AUJOURD'HUI ET DEMAIN



**Saint-Nazaire :** Meeting de la 8<sup>e</sup> circonscription, lundi 4 juin à 20h, salon République à Saint Nazaire.

**Bouaye :** Réunion publique avec Yann VINCE, mercredi 6 juin à 20h, salle Jacqueline Auriol à Bouaye.

**Vertou :** Réunion publique avec Emmanuelle

STIESZ, jeudi 7 juin à 20h, espace Beautour à Vertou.

**Rezé :** Réunion publique avec Yann VINCE, jeudi 7 juin à 20h, salle Jean Jaurès à Rezé.

**Trignac :** Meeting de la 8<sup>e</sup> circonscription, jeudi 7 juin à 19h, salle Dulcey September à Trignac.

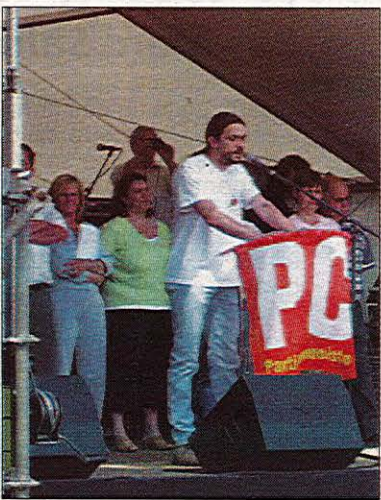
**Le Temple de Bretagne :** Réunion publique avec Gilles BONTEMPS, jeudi 7 juin à 20h, salle des templiers au Temple de Bretagne.

**Indre :** Réunion publique avec Gilles BONTEMPS, vendredi 8 juin, à 20h, salle Jean Monnet à Indre.

**La Montagne :** Réunion publique avec les candidates de la 9<sup>e</sup> circonscription, vendredi 8 juin à 20h, salle du transformateur à La Montagne.

## ■ AYMERIC SEASSAU, NOUVEAU RESPONSABLE DES NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE

Responsable du journal de la Fédération du PCF depuis 1994, Yannick CHÉNEAU vient de faire valoir ses droits à la retraite. Le Conseil départemental de la Fédération a proposé à Aymeric SEASSAU d'assumer cette responsabilité.



Aymeric a aujourd'hui 29 ans. Il est arrivé en Loire-Atlantique en 2004. Très jeune, à 16 ans il adhère au mouvement des Jeunes communistes en 1994, dans les Alpes-Maritimes, son département d'origine où il exerce ses premières responsabilités en tant que responsable lycéen, un engagement qu'il poursuit à l'UEC et à l'UNEF. Un an après, il adhère au Parti Communiste Français.

Il militera ensuite en Ille et Vilaine où il sera élu à l'exécutif départemental et restructurera les Jeunes Communistes sur le département.

En 2004, il sera le directeur de campagne de Patrick LE HYARIC, tête de liste à l'élection européenne.

Aymeric est aujourd'hui membre du Conseil départemental de la Fédération et respon-

sable à l'organisation sur la section de Nantes. Souhaitons à Aymeric et par là même, à toute son équipe de rédaction, notamment Marie-Annick BENÂTRE, Michel DEJEU, Jean-Yves MARTIN et Yannick CHÉNEAU, tous nos vœux de succès dans leur responsabilité.

## ■ ALERTE SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Si les chiffres du chômage en France pouvaient nous faire croire au Père Noël, la réalité est toute autre à l'exemple des 22 000 suppressions d'emplois annoncés dans la téléphonie dont 16 000 dans notre pays. La grève du 31 mai à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales a été largement suivie et a montré au grand jour l'écart qui existe entre les besoins de main d'œuvre dans cette branche et les objectifs bourgeois qui entraînent ces suppressions d'emplois.

A Nantes, ce sont plus de 200 salariés de France Télécom et de SFR qui se sont retrouvés ensemble pour s'opposer à l'annonce de licenciements. Notons que trois sites de SFR sont directement visés par les mesures annoncées et devraient être rayés de la carte. Il s'agit de Poitiers, Lyon et Toulouse.

Lors de la manifestation nantaise, l'un des grévistes de SFR nous faisait part de sa colère. « **Pensez vous disait-il qu'à Nantes par exemple, la direction vient de confier 60 % des appels à une autre entreprise. C'est quoi notre avenir dans de telles conditions car le travail existe mais ce qui les intéresse (les directions) avant tout, c'est de faire du fric et pour cela ils ne reculent devant rien, ni les délocalisations, ni les licenciements, ni les fermetures de sites...** »



## « Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication: Yannick CHÉNEAU

Commission paritaire: N° 0310 I 86504

Imprimerie: IMPRAM Lannion

Composition: SEM Locminé

Responsable de la rédaction:

Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36

e-mail: nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la

collaboration de:

Marie-Annick BENÂTRE

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Yves MARTIN

Aymeric SEASSAU

Yann VINCE



## Vite lu...

### ■ NÉCROLOGIE

Robert Rizopoulos vient de nous quitter à l'âge de 87 ans. Militant communiste, il a été pendant plus de 20 ans le responsable du parti sur le secteur de Pornic. Membre du Comité de section du Pays de Retz, il fut durant de nombreuses années, le trésorier et diffuseur infatigable de « l'Humanité ». Jusqu'au bout de ses forces, il fut un militant de tous les combats pour la cause humaine et pour le changement de société. Homme de conviction et d'action, son attachement au Parti n'a jamais failli. Il n'hésitait jamais à donner son point de vue, son avis, son sentiment même si ceux-ci pouvaient faire débat. Robert était connu dans la région de Pornic où il résidait.

Son état de santé, ses difficultés à se déplacer l'avait ces derniers temps, amené, malgré lui, à prendre un peu de recul. Il n'hésitait toutefois pas à « passer un petit coup de fil » à la fédé pour dire ce qu'il avait à dire. Il avait envoyé aux « Nouvelles » sa « Chronique en Chiraquie », un texte sur « le règne du président » que nous avions avec plaisir mis en page à la grande satisfaction des lecteurs de notre journal. Il nous avait également envoyé plusieurs textes dont certains avaient été publiés notamment un texte sur les fusillades de Châteaubriant.

Nous tenons à faire part à sa famille, à ses proches et à tous ses amis de nos plus sincères condoléances et amitiés. Salut Robert.

## Espace jeunes



**Par Renaud Regeard, 17 ans jeune communiste**

Souvenez vous, novembre 2005, les quartiers de France s'enflamment après la mort de deux jeunes (Zihed et Bounha) qui tentaient d'échapper à la police alors qu'ils rentraient chez eux après

une partie de football entre amis. Ces « émeutes » étaient un signal de détresse lancé par les jeunes des quartiers que les gouvernements avaient injustement laissés de côté. Un certain ministre de l'intérieur, aujourd'hui président de la république, leur avait répondu en

les insultant avec des mots comme « racailles » ou bien en parlant de KARCHER. A cause de ces propos, il a fait exploser le taux de délinquance et a créé un sentiment d'insécurité partout en France. Le 6 mai 2007, partout en France, des voitures ont pris feu, il faut s'attendre à ce que ça recommence, car le nouveau président de la république ne va pas lever le petit doigt en leur faveur, il fait partie de ces gens pour qui « jeune de cité » est égal à délinquant. Il est pourtant irresponsable de laisser ces endroits se ghettoïser

et pourrir, il a même dit que si des événements semblables à novembre 2005 se reproduisent (ce qui est inévitable), il enverrait immédiatement l'armée, mais ce n'est pas des treillis qui vont les aider à trouver un emploi stable. L'envoi de troupes va encore plus leur donner la rage, dans les HLM, la plupart des familles y vivent entassées les unes sur les autres, en plus de ça on les traite de fainéants car ils n'ont pour beaucoup, pas de travail. En plus des inégalités, le racisme grandit en

France. Cela fait peur de voir comment les partis de droite, qui portent une haine identitaire, arrivent à manipuler les gens aussi facilement. Certaines

### « De novembre 2005 à aujourd'hui »

de ces personnes sont aujourd'hui haut placées, comme Patrick Devedjan, conseiller politique de Nicolas Sarkozy qui est l'un des fondateurs du groupe terroriste et anti-sémite Occident. Notre nouveau prési-

dent de la république nous parle du gène de l'assassin, du gène du violeur, et le gène du racisme ? Monsieur Sarkozy prend les appels au secours des jeunes des quartiers défavorisés pour des appels au cassage de voitures et au pillage, mais en empêchant ces jeunes de s'en sortir, comme en laissant faire la discrimination à l'embauche et en laissant le racisme grandir, nous pouvons nous attendre à voir éclater un jour ou l'autre des périodes comme novembre 2005.